

Bande dessinée et Histoire #12

La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ?

**LIVRET DE
L'EXPOSITION**



Sommaire

Présentation du projet	pages 4 et 5
Anne-Marie Gigon : une cultivatrice à La Mézière	page 6
Anne-Marie Gigon : les femmes remplacent les hommes à la ferme	page 7
Les « Anges blancs » : Mina Gladys Reid, infirmière bénévole	page 8
Les « munitionnettes » de l'Arsenal de Rennes : les femmes remplacent les hommes dans les usines	page 9
Les « munitionnettes » de l'Arsenal de Rennes : un travail difficile	page 10
Maria Robert : une Rennaise directrice d'une œuvre de guerre	page 11
Les femmes réfugiées belges en Ille-et-Vilaine	page 12
La place et le rôle des femmes à la fin de la Grande Guerre	page 13
Les femmes demeurent sous l'autorité de leur mari	page 14
Louise Bodin, un engagement féministe pacifiste	page 15
Emmeline Pankurst, un engagement féministe militant	page 16
Les femmes veulent-elles vraiment voter en 1919 ?	page 17
Women's right to vote in the world	page 18
20 ans plus tard : des femmes s'engagent dans la Résistance	page 19
1945 : deux Breilliennes parmi les premières femmes élues	page 20
L'égalité femme-homme une longue lutte... à poursuivre ici et ailleurs	page 21
Bibliographie	page 22
Remerciements	page 23

Présentation du projet

Grâce aux collégiens, les femmes de l'arrière sortent de l'ombre

Cette exposition s'inscrit dans la collection « Bande dessinée et Histoire » développée par les Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

Elle se démarque toutefois des précédents numéros par sa double originalité. En effet, pour la première fois, le commissariat de l'exposition a été confié à des élèves du collège Louis Guilloux de Monfort-sur-Meu. D'autre part, alors qu'habituellement c'est à partir d'albums de bande dessinée déjà existants que sont constituées les expositions, cette fois le processus a été inversé : les collégiens ont d'abord travaillé sur les ressources archivistiques et imprimées, en particulier l'ouvrage *Hommes et Femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre*, pour élaborer l'exposition, puis ont participé, dans le cadre d'une résidence au sein de leur collège de Laëtitia Rouxel, auteure de bande dessinée, à la réalisation d'un album s'appuyant sur cette exposition et venant l'illustrer.

Ce projet, qui vient clore la période commémorative du centenaire de la guerre 14 – 18, s'attache à mettre en avant le rôle que les femmes ont tenu à l'arrière du front pendant la Grande Guerre. Il retrace également l'évolution de leur statut dans la société française à partir de ce point de bascule qui conduira à l'acquisition de droits pour les femmes tout au long du ^{xx}e siècle et ce jusqu'à nos jours. Il s'agit donc de traiter, dans une mise en perspective historique, ce sujet de société, voire d'humanité, qu'est la question de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Vous allez ainsi découvrir le fruit du travail de deux classes de 4^e réalisé au sein de leurs enseignements scolaires dans une approche pluridisciplinaire (histoire, français, anglais, arts plastiques, documentation).



Restitution des planches de la BD aux élèves par Laëtitia Rouxel. 17 mai 2018. Crédits F. Hamon.

Le projet s'est étalé sur plusieurs mois, avec tout d'abord un travail de collecte de la matière nécessaire pour concevoir l'exposition puis élaborer les différents panneaux, encadré par les enseignantes d'histoire, d'anglais et la documentaliste. Dans un second temps, un travail d'écriture de textes fictionnels prenant appui sur la biographie de quatre femmes a été conduit en cours de français afin d'élaborer quelques scénarios pour l'album de BD. La résidence de Laëtitia Rouxel a alors démarré en interdisciplinarité français – arts plastiques. Guidés par l'auteure, les élèves ont mis en dessins et en pages leurs propres récits par la réalisation de storyboards, s'initiant ainsi au travail de « bédéiste ». L'auteure a ensuite pris appui sur ces travaux d'élèves pour la création de l'album.



Atelier « égalité femmes-hommes » aux Archives départementales.
28 novembre 2017. Crédits A. Dréano.



Intervention de M^{me} Nicole Lucas au collège. 1^{er} décembre 2017.
Crédits A. Dréano.



Atelier avec Laëtitia Rouxel. 15 mars 2018. Crédits A. Dréano.



Découverte du travail de PAO au service éditions plurimédia du Département.
1^{er} juin 2018. Crédits A. Dréano.

Les photos présentées ici illustrent quelques temps forts dans la démarche conduite au cours de ce projet, dont voici les principales étapes :

28 ET 30 NOVEMBRE 2017 • Visite aux Archives départementales : introduction du projet et travail sur des documents sources.

1^{ER} DÉCEMBRE 2017 • Intervention au sein des classes de Nicole Lucas, historienne : point historique sur la conquête des droits des femmes depuis la Première Guerre mondiale.

16 JANVIER 2018 • Projection du film *Les Gardiennes* de Xavier Beauvois au cinéma La Cane de Montfort-sur-Meu.

DÉCEMBRE 2017 – FÉVRIER 2018 • Travail d'écriture des textes documentaires en cours d'histoire.

JANVIER – FÉVRIER 2018 • Séquence sur le droit de vote des femmes à travers le monde en cours d'anglais. Ateliers d'écriture des récits fictionnels en cours de français.

FÉVRIER – MAI 2018 • Travail en atelier avec Laëtitia Rouxel lors des cours de français et d'arts plastiques.

1^{ER} JUIN 2018 • Déplacement à l'imprimerie départementale : découverte du travail de maquettage des panneaux.

Ce projet multipartenarial* a été impulsé et coordonné par le service « Vie sociale » de l'agence départementale du pays de Brocéliande, qui, depuis 2014 et dans le sillage des Archives départementales, a porté sur son territoire divers projets s'inscrivant dans le cadre de la commémoration du centenaire de 14 – 18. Les points communs de ces projets : commémorer à l'échelle du territoire de Brocéliande, s'inscrire dans les politiques départementales (solidarité, éducation, citoyenneté, cohésion sociale, ouverture culturelle et artistique...), s'adresser aux collégiens et les amener à s'exprimer, s'appuyer sur un média culturel, le tout dans une démarche s'approchant le plus possible du développement social local (idée de faire avec les habitants, les partenaires et les ressources du territoire).

* Les partenaires, autour du collège et des services départementaux, sont Montfort Communauté qui a porté la résidence d'artiste et la Maison du Patrimoine en Brocéliande.

Anne-Marie Gigon

une cultivatrice à La Mézière

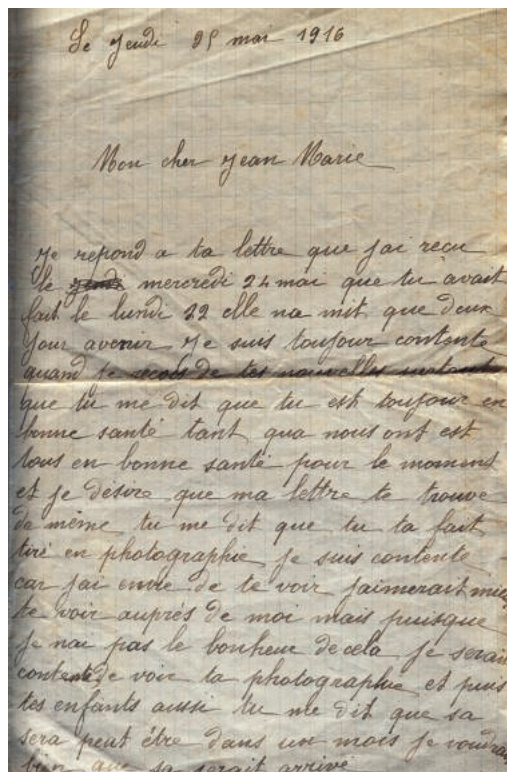
BIOGRAPHIE

Anne-Marie Gigon est une fille de cultivateurs née à la Mézière le 5 avril 1881. Elle se marie en 1905 avec Jean-Marie Auffray né le 9 février 1873. Ils s'occupent ensemble d'une ferme au lieu-dit du Placis-Denis.



Photographie d'Anne-Marie et Jean-Marie Auffray, prise le jour de leur mariage, Coll. part., 1905. Tous droits réservés.

Lorsque la guerre éclate en 1914, elle a alors 34 ans et deux enfants : Aurélie 7 ans et Francis 3 ans. Son mari est mobilisé du 15 décembre 1915 à mai 1917. Durant cette absence, Anne-Marie va écrire à son mari 113 lettres en gallo : une langue romane de Haute-Bretagne notamment parlée en Ille-et-Vilaine. Environ une fois par semaine, Anne-Marie envoie une lettre, souvent accompagnée d'un colis de papier à lettres, de chocolats, de « boîtes » de beurre ou de mandats d'argent. Ces lettres ont été retrouvées avec beaucoup d'émotion par son arrière-petite-fille Sylvie.

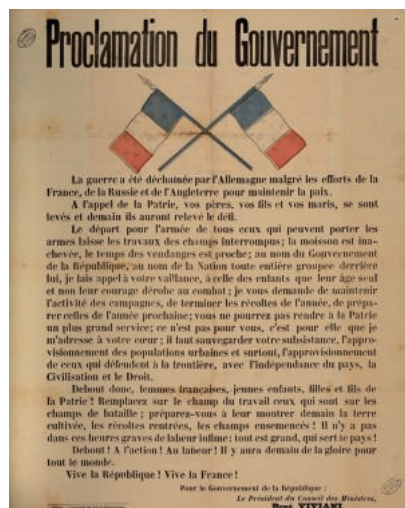


Lettre écrite par Anne-Marie Gigon à son époux pendant la Guerre, Coll. part., 25 mai 1916. Tous droits réservés.

Son mari lui envoie le même nombre de lettres mais aucune n'a été retrouvée. Anne-Marie Gigon meurt en 1975 à l'âge de 94 ans.

L'APPEL AUX FEMMES

La guerre éclate en août 1914, en pleine moisson. Immédiatement, le président du Conseil, René Viviani, lance un appel aux femmes et aux enfants pour remplacer aux champs les hommes partis au combat et participer ainsi activement à l'effort de guerre : « Debout donc femmes françaises... »



Affiche de l'appel aux femmes du président Viviani, Arch. mun. Vitre, 4 H 53, 2 août 1914.

Anne-Marie Gigon

les femmes remplacent les hommes à la ferme

LES TRAVAUX DES CHAMPS

Durant la Première Guerre Mondiale, les femmes comme Anne-Marie Gigon remplacent les hommes à la ferme et effectuent tous les travaux manuels dans les champs. Au cours de l'année, Anne-Marie procède à trois labours, à l'épandage de la fumure animale, aux semailles à la main, à la fenaïson et à la moisson en juillet. Ce travail se fait encore à la faucille. Dans sa ferme, le battage du blé se fait à la batteuse qui est louée et circule de ferme en ferme.



Affiche 'L'effort paysan' de Victor Prouvé, Arch. com. Langan, 4 H 10, début du xx^e siècle. Tous droits réservés.



Photographie de Charles Legendre, scène du battage à la ferme du Pin en Iflandic, Collection Maison du Patrimoine en Brocéliande, entre 1909-1911. Tous droits réservés.

LES TRAVAUX DE LA FERME

Dans les fermes, il y a beaucoup de travail pour s'occuper des animaux : les nourrir, traire les vaches, tondre les moutons, ramasser les œufs... Anne-Marie Gigon fabrique du cidre avec les différentes variétés de pommes de ses 185 pommiers. Elle coupe aussi le bois car c'est la seule source d'énergie pour le chauffage, la cuisson des aliments, le lessivage des fûts, la chaudière des cochons... Les gros bois viennent d'arbres abattus dans les talus et dans les haies.

LES FEMMES : « CHEFFES » DE FAMILLE

Les femmes pendant la guerre 1914-1918 doivent prendre le rôle du père de famille pendant que les hommes sont au front. Elles manquent de main-d'œuvre et doivent embaucher des ouvriers agricoles pour les aider pendant la moisson. Elles vendent au marché les produits cultivés et récoltés à la ferme. Par exemple : Anne-Marie Gigon va au marché de Gévezé pour vendre du beurre. Elles s'occupent aussi des comptes de la ferme. Anne-Marie reçoit pour elle et ses enfants une allocation pendant la mobilisation de son mari. Cette allocation de 63 francs est versée pour la première fois le 14 février 1916 alors que son mari est mobilisé depuis décembre 1915. Les femmes doivent gérer les réquisitions : c'est un ordre de donner des ressources pour aider l'armée : denrées agricoles ou chevaux...

Ainsi, les femmes pendant la guerre sont les cheffes de l'exploitation agricole : elles doivent tenir le rôle de patron.



Laëtitia Rouxel, La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ? Mina Gladys Reid. (Au premier plan, A.-M. Gigon).

Les « Anges blancs » Mina Gladys Reid, infirmière bénévole

BIOGRAPHIE

Mina Gladys Reid est née le 19 juillet 1894 à Baltimore sur la côte Est des États-Unis. Elle est l'unique enfant d'Andrew et de Sarah Reid. Elle est en vacances avec sa mère, quatre mois avant la guerre (en mai 1914), sur la côte d'Émeraude à Dinard et elle réside à l'hôtel Windsor.

Quand la guerre commence, elle décide de rester en tant qu'infirmière bénévole à la Croix-Rouge. Elle travaille à l'hôpital complémentaire numéro 28 qui est installé dans l'Hôtel Royal. En effet, de nombreux hôtels de la côte d'Émeraude sont réquisitionnés et aménagés en hôpitaux de guerre dès le mois d'août 1914. L'hôpital complémentaire numéro 28 reçoit 80 convois de blessés en 3 ans soit 3 469 blessés de 1914 à 1916.



Photographie de Mina Gladys Reid à l'hôpital complémentaire de Dinard, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 4 M 395, juillet 1917.

Mina Gladys Reid est récompensée par une distinction de la Croix-Rouge pour son dévouement et elle est décorée de la médaille d'honneur des épidémies (argent) par le Ministère de la guerre en novembre 1916. Avant la fin de la guerre, en octobre 1917, Mina Gladys Reid décide de retourner en Amérique pour se marier avec Virgile A. Lewis, un ambulancier

volontaire en France au début de la guerre. Il deviendra ensuite instructeur dans l'aviation américaine, lors de l'entrée en guerre des États-Unis en 1917.

LE RÔLE DES ANGES BLANCS PENDANT LA GUERRE

Les infirmières sont surnommées les « *Anges blancs* » parce qu'elles portent un uniforme entièrement blanc qui représente la pureté et aussi parce que cela rappelle les premières religieuses « soignantes ». La plupart des infirmières travaillent en tant que bénévoles volontaires, elles n'ont donc pas de salaire. Elles n'hésitent pas à venir en aide aux soldats, elles se sont mobilisées pour la France et sa victoire et participent ainsi à l'effort de guerre. Sur leurs blouses, elles arborent le symbole de la Croix Rouge Française et portent une sorte de capuche blanche appelée la coiffe.



Poupée Gretel « Vive la France ! » Historial de la Grande Guerre de Péronne, 1917. Crédits photo : Yazid Medmoun. Tous droits réservés.

Les infirmières travaillent aussi comme ambulancières, elles soignent, consolent, soutiennent les soldats blessés. Leurs instruments de travail ne sont pas de bonne qualité et les médicaments manquants sont remplacés par des produits moins coûteux et moins efficaces. Elles n'ont souvent reçu aucune formation médicale et sont débordées de travail. Il y a des soldats blessés qui reviennent du champ de bataille sans arrêt car la Bretagne sert de base arrière pour accueillir les blessés : 800 000 y seront soignés pendant la guerre. Certaines personnes transforment leur manoir, villa, château, même des écoles... en hôpital : on appelle cela les initiatives privées. Leur mobilisation sans faille auprès des « *Gueules Cassées* » force l'admiration. Elles sont tellement populaires que les jeunes filles ont même des poupées les représentant.

Après la guerre, on rend hommage à ces infirmières bénévoles en les faisant figurer sur des monuments aux morts.



Photographie de blessés en convalescence à l'hospice Saint-Lazare de Montfort-sur-Meu, Collection Écomusée du Pays de Montfort, début xx^e siècle.



Laëtitia Rouxel, La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ? Mina Gladys Reid.

Les « munitionnettes » de l'Arsenal de Rennes

Les femmes remplacent les hommes dans les usines

LE TRAVAIL DES FEMMES DANS LES USINES

Dès le début de la guerre, le colonel Buet, nouveau directeur de l'Arsenal de Rennes, accélère les recrutements pour faire face à la course aux armements. En effet, la majorité des hommes sont mobilisés comme soldats. Les femmes se retrouvent souvent seules, obligées de chercher du travail pour subvenir aux besoins de leur famille.



Carte postale de Rennes - La Courrouze, exercice d'embarquement des troupes d'artillerie, éd. Mary-Rousselière, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 6 Fi 3503, début xx^e siècle. Tous droits réservés.

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES EST ASSOULPIE PENDANT LA GUERRE

Avec le manque de main-d'œuvre pendant la guerre, la loi sur le travail des femmes est assouplie. Avant la guerre, les femmes sont payées moins cher que les hommes : on parle d'un salaire féminin. Elles sont mieux rémunérées pendant la Grande Guerre même si leur salaire n'atteint pas celui des hommes. À l'Arsenal, elles sont payées 4,89 francs de l'heure, soit 30 % de moins que le salaire horaire des hommes. Avant 1914, les femmes n'ont pas le droit de travailler la nuit mais pendant la guerre elles travaillent en équipe tournante, de jour comme de nuit. Ainsi, l'usine est active 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 grâce aux ouvrières. Parfois, elles ont des primes. Les femmes ont besoin d'argent car les prix augmentent à cause des pénuries : par exemple, le prix du kilo de beurre est passé de 2,50 francs à 18 francs entre 1914 et 1917.

À l'Arsenal de Rennes, le grand atelier de la Courrouze, créé en 1910, se développe pendant la guerre : en 1918, 18 000 personnes y travaillent dont 5 100 femmes.

Avant la guerre, seuls 5 % des femmes travaillent dans la métallurgie. De nombreux industriels préfèrent baisser la production plutôt que d'employer des femmes. Ils ont peur que les femmes perdent leur féminité mais aussi qu'elles « prennent la place des hommes ». Mais dès 1914, à cause de la pénurie de main-d'œuvre, les femmes sont cependant employées « un peu partout ». Ainsi, en 1918, 30 % des femmes qui travaillent sont salariées dans la métallurgie. Certains employeurs, comme l'Arsenal de Rennes, prévoient dans leur contrat d'embauche que les femmes devront céder leur place à un homme à la fin de la guerre. Ce qui est nouveau et frappe les esprits, c'est leur embauche massive dans les usines d'armement. Ainsi, les ouvrières sont bientôt désignées sous le nom de « munitionnettes ». À l'Arsenal de Rennes, elles travaillent surtout à la réfection des douilles de 75 : pour économiser la matière première, la récupération des douilles tirées sur le front s'organise. Rapatriées à la Courrouze, soixante mille douilles sont remises en état chaque jour. Elles sont réemployées jusqu'à cinq fois.

De nombreuses « usineuses » sans qualification nettoient et décaissent à l'aide d'un maillet ces douilles dans un bruit assourdissant.



Ouvrières de l'Arsenal de Rennes posant au milieu de douilles à trier avant recharge, Musée de Bretagne, février 1917. Tous droits réservés.

Les « munitionnettes » de l'Arsenal de Rennes

Un travail difficile

UN TRAVAIL QUI S'ADAPTE AUX FEMMES

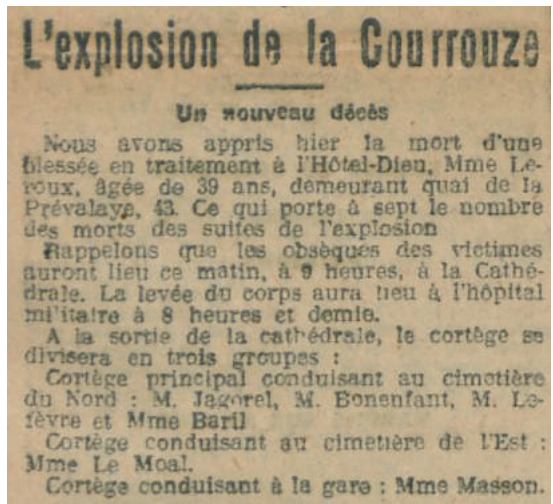
L'usine s'adapte aux femmes : par exemple, elle met en place des pouponnières ou crèches et des chambres d'allaitement pour qu'elles puissent continuer à travailler. En 1916, un comité du travail féminin est créé. La loi du 5 août 1917 rend obligatoire l'installation de chambres d'allaitement et de crèches dans les usines de guerre employant plus d'une centaine de femmes. Elle impose des temps de repos rémunérés pour les mères. En effet, les biberons et le lait en poudre n'existent pas encore.

UN TRAVAIL PÉNIBLE ET DANGEREUX

À l'Arsenal de Rennes, les conditions de travail sont extrêmement pénibles car les femmes travaillent debout, portent des obus et cela leur arrive de travailler plus de 10 heures par jour. Mais elles sont aussi dangereuses.

Ainsi, le jeudi 1^{er} février 1917 à 6 heures du matin une explosion provoque un incendie. L'accident est causé par des hommes ivres qui se lancent des obus au lieu de se les échanger. 28 personnes sont touchées par cet incident : 8 hommes et 20 femmes. Sept personnes dont 4 femmes décèdent des suites de cette explosion.

Ces conditions de travail difficiles entraînent de mouvements sociaux : les femmes sont les premières victimes de l'explosion et elles s'engagent dans les mouvements de grève de 1917.



Extrait du quotidien L'Ouest-Eclair, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 2 H-DEPOT, 6 février 1917.

LES « MUNITIONNETTES » EN GRÈVE

À l'arsenal de Rennes, la grève débute à l'Atelier-Ville, le 5 juin 1917. Les femmes sont en première ligne : les 4 500 employées cessent toutes de travailler. À partir du 6 juin, les usines sont gardées pour éviter l'extension du mouvement. Celui-ci se durcit quand les troupes s'installent pour les surveiller. La liste des revendications des ouvrières grévistes est officiellement posée. Elles demandent la « semaine anglaise » avec le repos le samedi, l'unification des salaires, une augmentation des taux horaires, une indemnité de vie chère et un supplément de 40 % pour le travail de nuit. Les grévistes réunies dans le calme décident d'entamer les pourparlers avec le représentant du ministre de l'Armement. Le 9 juin, le travail reprend. Les usineuses obtiennent une petite augmentation de salaire. Elles reçoivent l'assurance qu'il n'y aura ni renvois ni punitions pour fait de grève. Elles n'obtiennent pas le paiement de leurs journées de grève.

Sur 5 200 femmes travaillant à l'Arsenal de Rennes, 4 556 sont licenciées à la fin de 1918, comme prévu dans leur contrat d'embauche.

Il reste 644 femmes à travailler à l'Arsenal après la guerre.



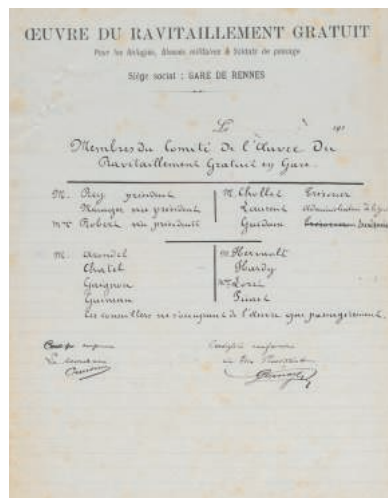
Laëtitia Rouxel, La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ?
Mina Gladys Reid.

Maria Robert une Rennaise directrice d'une œuvre de guerre

BIOGRAPHIE

Maria Robert est née à Rennes le 21 février 1878. Elle s'est mariée le 23 juillet 1902 à Louis Robert, maître fondeur (elle fréquente surtout des industriels) et habite rue Saint-Hélier où elle est couturière. Louis Robert réussit le concours d'entrée au conservatoire en décembre 1902 et devient professeur de flûte. De son mariage avec Louis Robert, Maria a eu deux enfants : un garçon, Charles, né le 11 avril 1904, qui deviendra musicien et professeur au conservatoire de Rennes comme son père et une fille, Suzanne, née le 13 avril 1909 désignée comme « artiste musicienne » lors de son mariage.

Pendant la guerre, son mari est mobilisé dès le 7 août 1914 et sera démobilisé en 1918 après avoir été blessé. Maria Robert est reconnue comme étant sans profession en 1916 et s'occupe donc de la maisonnée. Elle est directrice et vice-présidente de l'œuvre de ravitaillement composée principalement d'industriels de Rennes d'août 1914 à décembre 1919.



Liste des membres du comité dressée sur un papier à en-tête de l'œuvre, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 10 R, sans date.

Dans un article paru le 1^{er} août 1915 dans *L'Ouest-Éclair* sur le fonctionnement de l'Œuvre du ravitaillement en gare de Rennes, Maria Robert est citée comme en étant la très active directrice depuis le commencement. Selon Charles Laurent, adjoint au maire de Rennes qui est cité dans l'article, Maria Robert « nous a fourni son temps, ses soins, ses qualités d'organisatrice avec un dévouement dont vous ne pourrez pas avoir une idée. » Elle décède à Rennes le 21 avril 1962 à 87 ans.

L'ŒUVRE DE RAVITAILLEMENT GRATUIT EN GARE DE RENNES

L'Œuvre de ravitaillement gratuit en gare de Rennes est créée par le maire de Rennes Jean Janvier, après l'arrivée des premiers convois de réfugiés belges, le 26 août 1914. C'est cet afflux qui est à l'origine des œuvres de guerre. Les réfugiés reçoivent des vêtements et de la nourriture offerts dès leur arrivée. En 1916, grâce aux dons (viande, légumes, cidre...), l'Œuvre distribue environ cinq cents repas par jour composés de soupe, d'un plat de viande avec des légumes et de fruits ainsi que du cidre.

Il n'y a pas de rationnement même si le service est surveillé, une pancarte indique : « Ici on ne vend rien, donne qui peut ».



Carte postale Œuvre de ravitaillement gratuit en gare de Rennes – Un coin de la salle à manger, Coll. part., début du XX^e siècle. Tous droits réservés.

Cette œuvre est aussi créée pour porter secours aux soldats voyageant seuls et ayant de très longs trajets en train. Elle est installée en 1914 dans un nouveau bâtiment offert par un négociant. Il peut contenir une centaine de personnes.

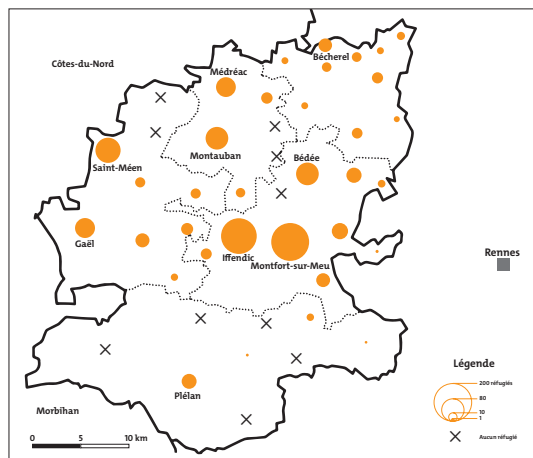
L'administration de l'Œuvre est dirigée par un comité de quinze personnes dont une directrice : Maria Robert. Le personnel de l'Œuvre de ravitaillement reçoit une carte de membre bienfaiteur. La situation financière étant très bonne, l'Œuvre est autorisée à poursuivre son activité jusqu'à la fin de la démobilisation, en décembre 1919. L'Œuvre du ravitaillement gratuit en gare de Rennes n'a pas eu d'équivalent dans tout le département. D'après un article paru le 1^{er} août 1915 dans *L'Ouest-Éclair* « c'est une des plus belles œuvres d'assistance à nos soldats ».



Les femmes réfugiées belges en Ile-et-Vilaine

L'ARRIVÉE MASSIVE DES RÉFUGIÉS

Dès 1914, les Belges voient déferler à Bruxelles plus d'un million de militaires allemands, ce qui engendre l'exode de nombreux habitants. En une dizaine de jours, il y a eu plus de 10 000 réfugiés belges à arriver en Bretagne. Ils ont fui en train, en charrette ou encore à pied. Ils sont complètement démunis. Ces réfugiés viennent des régions envahies : du Nord et de l'Est de la France, de Belgique et parfois même de Serbie. De nombreux civils « alliés » se retrouvent ainsi en Bretagne.



Carte des réfugiés dans l'arrondissement de Montfort-sur-Meu en 1914. Crédits : Yann Lagadec. Tous droits réservés.

Ils sont répartis dans de nombreuses communes d'Ile-et-Vilaine mais plus particulièrement dans les communes possédant une gare. Ainsi, la commune de Montfort-sur-Meu accueille de nombreux réfugiés comme la famille Lamy avec ses 9 enfants.



Photographie de la famille Lamy réfugiée à Montfort-sur-Meu. Collection Maison du Patrimoine en Brocéliande, début du xx^e siècle.

LES HABITANTS SE MOBILISENT POUR L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Les réfugiés belges sont accueillis par les autorités publiques et les municipalités. Les Bretons trouvent des logements, des écoles pour les enfants et des emplois pour les adultes. La presse locale parle de l'accueil très rapide des 1 600 réfugiés belges en gare de Rennes, ce qui est rendu possible grâce à la mobilisation de chaque habitant. Des allocations d'un montant égal à celles des militaires sont versées aux réfugiés les plus démunis. Ils arrivent par la gare pour aller dans des centres et des familles d'accueil. Les Français vendent des drapeaux belges pour récolter de l'argent. Mais ils utilisent aussi les réfugiés pour combler le manque d'ouvriers. Cette population de mineurs et d'ouvriers ne rechigne pas à travailler à la ferme ou à l'atelier. De nombreuses hospitalisations de réfugiés belges ont eu lieu dans des hôpitaux de fortune comme à Saint-Gonlay.

LA FAMILLE WARICHAIT, DES RÉFUGIÉS BELGES EN ILLE-ET-VILAINE



Photographie de la famille belge Warichait réfugiée à Janzé. Arch. com. Janzé, 4 H 15, 1915. Tous droits réservés.

Léona Warichait, mère de 5 enfants âgés alors de 4 à 14 ans, est une réfugiée belge arrivée à Rennes dès le mois d'août 1914. Elle a été transférée à Janzé pour revenir à Rennes en 1916. Son mari est resté en Belgique. C'est un exemple de la situation de ces milliers de femmes belges obligées de fuir la Belgique sans leur mari.

La place et le rôle des femmes à la fin de la Grande Guerre

LE RETOUR À LA MAISON DES FEMMES

À la fin de la guerre, beaucoup de femmes sont licenciées pour laisser leur travail aux hommes qui reviennent du front : elles sont ainsi « démobilisées ».

Après la guerre, des femmes sont récompensées et médaillées pour leur engagement et leur dévouement : pour avoir soigné des soldats par exemple. Pour la majorité d'entre elles, l'après Première Guerre mondiale se traduit par un retour à la normale et aux valeurs traditionnelles. Dans une France traumatisée par le nombre de morts (1,4 million pour la France), les femmes sont appelées à leur rôle d'épouses, de maîtresses de maison et de mères de famille. Au recensement de 1921, les femmes au travail ne sont pas plus nombreuses qu'avant 1914, mais la guerre leur a permis d'accéder à des fonctions de responsabilités. C'est ainsi que 630 000 veuves sont devenues cheffes de famille. Les associations de veuves protestent contre « une absence de véritable statut » dans la loi, qui leur retire la pension en cas de remariage. C'est le cas pour 42 % des veuves de 14-18 qui se sont ensuite remariées. Après la guerre, le déséquilibre entre les sexes (1 103 femmes pour 1 000 hommes) conduit un certain nombre de femmes restées célibataires à se comporter en égales de l'homme.

QUELLE PLACE POUR LES VEUVES DE GUERRE ?

À la fin de la Première Guerre mondiale beaucoup de femmes mariées se retrouvent veuves, et donc sans le salaire du mari, mais avec une pension de guerre que l'État leur donne. La pension des veuves est de 800 francs par an, avec 500 francs supplémentaires par enfant mineur. Après la guerre, alors qu'il est demandé aux femmes de laisser les emplois aux hommes revenus du front, cette somme est jugée insuffisante par les concernées.



Couverture du *Petit Echo de la Mode*, Centre de Ressources du *Petit Echo de la Mode* et des Éditions de Montsours – LeffArmor Communauté – Châtelaudren (22), 21 octobre 1917.

- Les veuves doivent faire le deuil de leur mari au minimum un an avant de se remarier, dont six mois de grand deuil. Pendant ces six mois, les veuves doivent uniquement porter des vêtements de couleur noire en textile ou réalisés avec des tissus non brillants. Plus le temps avance, plus les couleurs de la tenue du deuil se diversifient. Les veuves en deuil ne peuvent pas porter tous les bijoux qu'elles veulent.

La Grande Guerre a permis aux femmes de montrer qu'elles ont un rôle important dans la société. Les femmes n'ont toujours pas les mêmes droits que les hommes mais elles sont plus respectées qu'avant.



Photographie du monument aux morts de Bédée, le jour de l'inauguration, Guérin sculpteur, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 4 J, 10 juillet 1921. Tous droits réservés.

Les Femmes demeurent sous l'autorité de leur mari

AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : DES DROITS FÉMININS TRÈS LIMITÉS

Avant la Première Guerre mondiale et après de longs débats à l'Assemblée nationale, les femmes françaises, bien que toujours soumises au statut d'infériorité du *Code civil*, obtiennent quelques droits. En effet, la loi de 1907 autorise les femmes mariées à disposer de leurs salaires. Cependant, les biens acquis par le couple appartiennent au mari même si la femme a participé avec l'argent de son salaire à l'achat de ce bien.

En 1913, les femmes obtiennent le droit à un repos obligatoire de quatre semaines après l'accouchement et au versement d'une indemnité.



Affiche *Emprunt de la paix*, Arch. mun. Vittré, 4 H, 1^{re} moitié du XX^e siècle. Tous droits réservés.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE, L'AMORCE D'UN CHANGEMENT ?

À la fin de la Grande Guerre se pose la question de la place des veuves dans la société. Lorsqu'elles sont mères, elles deviennent « cheffes » de famille et ont donc besoin de travailler pour nourrir leurs enfants. L'État leur propose une « rééducation professionnelle ». Ainsi, le centre de Rennes accueille 99 veuves en 1920 qui sont formées principalement à des métiers qu'elles peuvent exercer à la maison pour pouvoir continuer à s'occuper des enfants.



Photographie de l'atelier vannerie à l'École de Rééducation de Rennes, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, BS, 1^{re} moitié du XX^e siècle. Tous droits réservés.

- La Première Guerre mondiale change également le regard d'une partie de la bourgeoisie ; les femmes qui ont participé aux œuvres de guerre considèrent désormais que leurs filles peuvent apprendre et exercer un métier. En 1924, le décret « Léon Bérard » permet aux jeunes filles de suivre un enseignement secondaire identique à celui des garçons et de poursuivre leurs études jusqu'au baccalauréat. Elles peuvent désormais devenir avocat, professeur ou médecin, même si elles restent peu nombreuses.

- Cependant, la société française réaffirme, dans le même temps, le rôle premier des femmes qui est celui de faire et d'élever des enfants. C'est pourquoi la loi de 1920 interdit la diffusion d'informations concernant la contraception et l'avortement afin de compenser le nombre très important de morts pendant la Grande Guerre. Les femmes ont pour mission de repeupler la France. De nombreuses femmes, dont Louise Bodin, dénonceront avec force cette loi.



Laëtitia Rouxel, La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ? Maria Robert.

Louise Bodin, un engagement féministe pacifiste

UNE JEUNE FILLE BOURGEOISE

Louise Bodin est une femme journaliste et militante politique qui lutte pour l'égalité et la dignité des femmes. Elle naît le 23 mai 1877 à Paris et meurt à Rennes le 3 février 1929. Issue d'une famille bourgeoise aisée, elle fait ses études au lycée Fénélon à Paris puis à l'école normale supérieure (ENS). Elle épouse Eugène Bodin, médecin et professeur de dermatologie. Ils s'installent à Rennes en 1898 et ont trois enfants.

UNE PACIFISTE FÉMINISTE

Le 28 août 1914, son mari est mobilisé en tant que médecin-chef aux armées. Dès que les premiers blessés sont envoyés à Rennes, Louise Bodin devient infirmière-major à l'hôpital installé dans le lycée. Elle se rend également au front pour rendre visite à son mari. Elle voit alors les horreurs de la guerre et en vit les difficultés à l'Arrière en tant qu'épouse et mère. Elle commence alors à écrire des articles qui dénoncent la guerre. Or, être pacifiste pendant la Première Guerre mondiale, c'est être considéré comme un traître. Les femmes doivent être patriotes, soutenir l'effort de guerre et le moral des soldats.

Mais Louise Bodin n'hésite pas à décrire, dans ses articles, les réalités de la vie des femmes à l'Arrière et leur chagrin. Elle s'adresse ainsi aux généraux et autres chefs de guerre dans son article « *Le Suffren* », *La France*, du 15 décembre 1916 : « *Ô hommes ! Pourquoi ne voulez-vous pas entendre les cris et les sanglots des femmes ?* ».

Dans un article intitulé « *À propos des jouets* » publié dans *La France*, le 31 décembre 1917, elle incite les mères à ne pas acheter de jouets de guerre : « *C'est un sacrilège de mettre entre les mains de leurs petits un seul de ces jouets barbares et caricaturaux du grand drame de douleur et de mort* ». Ses articles seront souvent censurés. D'article en article, elle incite les femmes à s'unir pour combattre pour leurs droits.



Photographie du comité du 32, rue Fondary, Louis Bodin est au centre sur le cliché, CEDIAS - Musée social, 1^{re} moitié du xx^e siècle. Tous droits réservés.

UN MODÈLE À SUIVRE

Sa fille Marie-Louise Chevre, première femme interne des hôpitaux de Rennes en 1923, professeure d'anatomie, suit les traces de sa mère en s'engageant pour la défense des droits des femmes.



Photographie de Louise Bodin, extraite de Louise Bodin : itinéraire d'une pacifiste, de Collette Cosnier dans Combats de femmes 1914-1918 de Évelyne Morin-Rotureau, éd. Autrement - Mémoires/Histoire, 2004. Tous droits réservés.

LA « BOLCHEVIQUE AUX BIJOUX »

En 1913, elle fonde, à Rennes, avec d'autres femmes, un groupe local de l'Union française pour le suffrage des femmes où elle milite activement pour le droit de vote des femmes. Le 31 octobre 1917, avec Colette Reynaud, Louise Bodin fonde *La Voix des femmes*, revue hebdomadaire socialiste féministe et pacifiste où elle milite pour l'extension du rôle et des droits des femmes dans la société. Ses idées communistes lui vaudront le surnom de la « *Bolchevique aux bijoux* ».

Très engagée, elle sera publiée dans *L'Humanité* comme par exemple dans le numéro du 9 août 1920 s'opposant fermement à la loi interdisant toute information sur la contraception. « *C'est la femme de l'ouvrier, la femme du peuple qu'on veut atteindre. Celle-là restera dans l'ignorance et dans l'impossibilité de limiter le nombre de ses enfants. [...] Si elle en perd six, elle en aura douze. Elle y crèvera, mais elle aura des gosses !* »



Laëtitia Rouxel, La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ? Louise Bodin.

Emmeline Pankurst, un engagement féministe militant



Photographie d'Emmeline Pankhurst, extraite de *The day of the book*, Library of Congress, 17 octobre 1913. Tous droits réservés.

Le 6 février 1918, les femmes de plus de 30 ans obtiennent le droit de vote au Royaume-Uni. Le mouvement féministe d'Emmeline Pankhurst se bat pour obtenir ce droit.

On February 6th 1918, women aged over 30 were allowed to vote in the UK. Emmeline Pankhurst's feminist movement fought to get this right.

Elle naît en 1858 à Manchester et décède en 1928. Elle est envoyée à l'École Normale Supérieure à Paris en 1873. Elle retourne à Manchester et rencontre Richard, un avocat. Ils ont cinq enfants. En 1903, elle fonde « l'Union Sociale et politique des femmes ».

She was born in 1858 in Manchester and died in 1928. She was sent to "École Normale Supérieure" in Paris in 1873. She went back to Manchester and met Richard, a lawyer. They had five children. In 1903, she founded the Women's Social and Political Union (WSPU).

« Des actions, pas des mots », est leur devise. Emmeline est arrêtée et emprisonnée onze fois. Les militantes font des grèves de la faim mais sont nourries de force en prison.

"Deeds, not words", was their motto. Emmeline was arrested and imprisoned eleven times. The activists started hunger strikes but were force-fed in prison.



Photographie d'Emmeline Pankhurst, arrêtée alors qu'elle essaie de remettre une pétition au roi Georges V à Buckingham, The Imperial War Museum, 21 mai 1914. Tous droits réservés.



Laëtitia Rouxel, *La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ?* Mina Gladys Reid.

- En 1917, Emmeline et l'une de ses filles forment le « Parti des Femmes ». Elles veulent être égales aux hommes au regard des salaires, du mariage, du divorce et avoir les mêmes droits qu'eux vis-à-vis des enfants.
- Le magazine *Time* déclare Emmeline Pankhurst comme étant l'une des femmes les plus influentes du xx^e siècle.
- *In 1917, Emmeline and one of her daughters formed the Women's party. They wanted to be equal to men concerning wages, marriage, and divorce and to have the same rights as them over children.*
- *Time magazine declared Emmeline Pankhurst one of the most influential women in the twentieth century.*

Les femmes veulent-elles vraiment voter en 1919 ?



Bandeau titre de l'enquête lancée dans le quotidien conservateur rennais Le Nouvelliste de Bretagne, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 1er juin 1919.

DES FEMMES RÉPONDENT

Le contexte de la fin de la Première Guerre mondiale semble pourtant favorable aux revendications des femmes. Ainsi, afin de sonder l'opinion publique, notamment féminine, des journaux organisent des referendums comme *Le Nouvelliste de Bretagne* en 1919 en Ille-et-Vilaine autour de la question : « Les femmes veulent-elles voter ? ». La question est posée aux lectrices qui peuvent répondre selon 3 possibilités « POUR », « CONTRE » ou « POUR en certains cas et sous certaines réserves ».



Bulletin de réponse suite au sondage sur l'opinion des femmes sur le vote féminin du quotidien Le Nouvelliste de Bretagne, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 1er juin 1919.

22 000 femmes répondent, certaines de manière anonyme. Il est possible que des hommes aient répondu à la place des femmes.

Les réponses sont diverses. Certaines ne souhaitent pas ce droit, considérant ne pas avoir les mêmes devoirs que les hommes : « Non, les femmes ne doivent pas voter. Si elles envient les droits de l'homme qu'elles en prennent aussi les devoirs. Que celles qui veulent voter, fassent donc leurs trois ans de service militaire. Quels régiments d'élites en perspective ! »

L'APRÈS-GRANDE GUERRE, VERS LE DROIT DE VOTE DES FEMMES ?

Avant la Première Guerre mondiale, les femmes ne disposent que de peu de droits. Elles sont, depuis le *Code civil* de Napoléon 1^{er} (1804), considérées comme juridiquement mineures.

Alors que pendant la Première Guerre mondiale, elles ont montré qu'elles étaient tout aussi capables d'assumer des responsabilités que les hommes, on leur refuse toujours de nombreux droits, dont le droit de vote sous prétexte qu'elles sont plus faibles et plus influençables que les hommes.

En 1916, toutefois, Maurice Barrès, député, propose de donner le droit de vote aux veuves et aux mères de soldats décédés durant la guerre en compensation de la perte d'un être cher. Cette loi ne sera jamais votée.

D'autres estiment simplement que la politique n'est pas faite pour les femmes.

« La politique n'est pas faite pour les femmes. Encore moins le vote – et si vous aviez entendu parler certaines femmes ouvrières de l'arsenal – vous en auriez eu le frisson ; ce sont ces femmes-là qui poussent leurs hommes aux révolutions, et il serait plus facile de faire entendre raison à cent ouvriers qu'à vingt femmes du peuple. »

Les avis sont majoritairement négatifs et *Le Nouvelliste de Bretagne* se positionne en défaveur du droit de vote accordé aux femmes. Selon le journal, cette question a « été imposée par les députés » et il ne « croit pas qu'il soit dans la mission naturelle de la femme de voter, l'homme et la femme sont égaux mais ils sont différents, le rôle de la femme est d'enfanter ».

On va même jusqu'à reprocher aux femmes leur futilité et leur manque d'intérêt et de compréhension de la politique !



Une du périodique humoristique *Le Pêle-Mêle*, « Perplexité » par Hays, 21 août 1919.

Malgré le militantisme de femmes comme Louise Bodin et le rôle primordial joué par les femmes pendant la Première Guerre mondiale, la société de l'époque n'est pas prête à accorder une place politique aux femmes. En 1919, la Chambre des députés vote en faveur du suffrage universel mais cette proposition est rejetée par le Sénat, plus conservateur.



Laëtitia Rouxel, *La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ?* Louise Bodin.



© Gaël Lecclia 4^e F

AUSTRALIA: 1902

White women got the right to vote and be elected in 1902 in Australia. Women from Tasmania could do so in 1903; in 1962 all aboriginal people could vote.



Électeurs et électrices devant un bureau de vote à Brisbane en Australie, *The Queenslander*, 25 mai 1907.

Les femmes « blanches » obtiennent le droit de voter et d'être élues.

CANADA: 1917

In some provinces, Canadian women got the right to vote in 1916. In 1940, Quebec was the last province to allow women's suffrage.

Dans certaines provinces, les Canadiennes ont le droit de voter dès 1916.



Caricature d'une femme québécoise lisant une affiche annonçant le droit de vote des femmes en Turquie, dessin d'Arthur Racey, extrait du *Mondial Star*, Biblio. et arch. nat. du Québec, 1930.

GERMANY: 1918



For centuries, a woman's role was summed up by the three "Ks" but in 1918, women were granted the right to vote. Big changes also happened during World War II.

Pendant des siècles, le rôle des femmes allemandes se résume « aux trois K » : "Kinder" (children/kids – enfants), "Kirche" (church – église) and "Küche" (kitchen – cuisine).

Affiche exigeant le droit de vote des femmes à l'occasion de la journée de la femme, réalisation de Karl Stadler, 1914.

THE UNITED STATES OF AMERICA: 1920

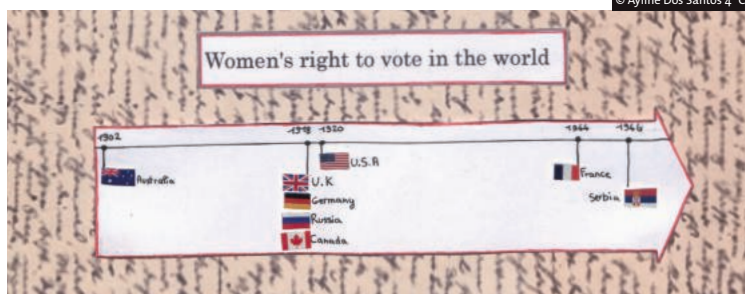


Women's right to vote was nationally obtained in 1920 thanks to the Nineteenth Amendment to the Constitution.

Le XIX^e amendement de la Constitution des États-Unis donne le droit de vote aux femmes.

Carte sur le « succès » du vote des femmes en Amérique du Nord, Biblio. de l'Université Cornell, 1914.

© Ayline Dos Santos 4^e C.



20 ans plus tard

Des femmes s'engagent dans la Résistance

DES HOMMES ET DES FEMMES ENTRENT EN RÉSISTANCE

Lors de la Seconde Guerre mondiale, le régime de Vichy et l'Occupation nazie réaffirment le rôle traditionnel des femmes (faire des enfants, s'occuper de la famille et des tâches domestiques...); seuls les pères sont considérés comme chefs de famille.

L'embauche des femmes et l'avortement sont interdits, le divorce devient difficile voire impossible. La vie sous l'Occupation est dure.

THÉRÈSE PIERRE, RÉSISTANTE MORTE POUR LA FRANCE



Photographie de Thérèse Pierre, Arch. mun. Fougères, non-datée.

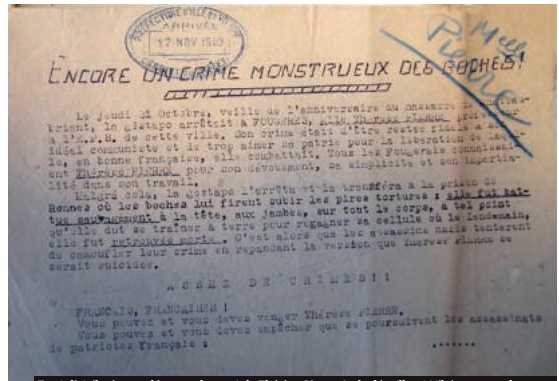
Thérèse Pierre fait partie de celles qui, au péril de leur vie, se sont dressées contre l'occupation nazie. Née le 5 novembre 1908 à Épernay et morte le 26 octobre 1943 à Rennes, elle est fille d'instituteurs, elle-même enseignante et surtout militante communiste. Elle est mutée à plusieurs reprises (le gouvernement de Vichy a noté en rouge dans son dossier sa lutte active pour les réfugiés espagnols pendant la guerre d'Espagne et le fait qu'elle soit communiste). Mutée à Fougères en 1941, elle devient rapidement le chef de réseau de résistants du Front National pour l'arrondissement et participe à l'organisation de groupes FTP (Francs-tireurs et partisans) et à leur armement. Elle a plus de cent hommes sous ses ordres.

Elle travaille à l'écriture et à la diffusion de la presse clandestine, distribue de faux papiers, héberge aussi des

personnes recherchées. Elle effectue des missions de liaison, de transport de documents et de matériel de guerre et participe à la préparation de plusieurs opérations contre l'occupant. Arrêtée par le service de renseignements de la SS le 23 octobre 1943, à Fougères, elle est conduite à Rennes et incarcérée à la prison Jacques Cartier où elle subit des tortures qui entraînent sa mort, le 26 octobre 1943; mais Thérèse Pierre n'a pas parlé. Selon le témoignage d'une de ses voisines de cellule, M^{me} Lequeu, ses dernières paroles sont « *Ils m'ont brisée, mais je n'ai pas parlé* ».

Les Allemands font alors croire que Thérèse Pierre s'est pendue aux barreaux de sa cellule.

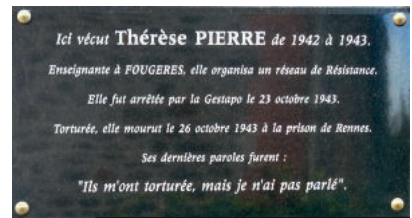
Quelques jours après son décès, les résistants distribuent des tracts dénonçant les tortures qu'elle a subies et appelant à la venger.



Tract distribué pour dénoncer la mort de Thérèse Pierre, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, novembre 1943

Ses obsèques ont lieu dans la cathédrale de Rennes et elle est inhumée dans le cimetière de l'Est. Son corps sera transféré au cimetière d'Épernay, le 15 juin 1946.

Deux établissements scolaires portent aujourd'hui son nom dont le collège Thérèse Pierre de Fougères. La médaille de la Résistance française lui est décernée en 1946.



Photographie de la plaque commémorative sur la maison de Thérèse Pierre, Pgautjgs, 2014. Tous droits réservés.

THÉRÈSE PIERRE ET TANT D'AUTRES BREILLIENNES RÉSISTANTES

Thérèse Pierre, mais aussi bien d'autres femmes comme Renée Maurel, résistante arrêtée à Montfort-sur-Meu le 28 août 1942 et déportée à Ravensbrück, ou encore Odile Gautry, directrice de l'EPS (École Primaire supérieure) de Fougères, elle aussi résistante arrêtée, torturée et finalement libérée fin 1944, sont autant d'exemples de femmes qui ont démontré par leur engagement, leurs actions et leur courage que les femmes peuvent tenir le même rôle que les hommes, qu'elles peuvent défendre des idées politiques et mener des actions dangereuses au nom de leurs idées et ont ainsi remis en cause l'hypothèse de la fragilité des femmes.

C'est ainsi que l'ordonnance du 21 avril 1944 signée par le général de Gaulle, alors chef du gouvernement provisoire, accorde enfin le droit de vote aux femmes françaises.

1945 : deux Breilliennes parmi les premières femmes élues

1944, LES FRANÇAISES DEVIENNENT (ENFIN) CITOYENNES

« **Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes** » Art. 17, Ordonnance du 21 avril 1944 signée par le général de Gaulle.

Pour les élections municipales du 29 avril 1945, les listes électorales sont mises à jour. À côté des Pierre, Jean, André, Léon... Lazarine, Jeanne, Mathilde ou Amandine font leur apparition. Ainsi, sur les listes électorales de La Nouaye, sur 108 inscrits 53 sont des femmes. Parmi ces femmes qui exercent pour la première fois leur droit de vote, certaines se présentent.

RENÉE PRÉVERT : UNE DES 33 PIONNIÈRES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Portrait officiel de Renée Prévert, Archives de l'Assemblée Nationale, non-daté.

Renée Prévert est une femme politique française, qui naît le 11 juillet 1912 à Dol de Bretagne et décède à Rennes en 1988. Elle est issue d'une famille très modeste et très catholique (père ouvrier et mère femme de ménage). Elle fait des études de comptabilité et est employée de bureau dans une petite entreprise. Dès 1929, Renée Prévert rejoint les Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC) où elle milite jusqu'à la guerre. En 1935, elle adhère

à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ; elle devient secrétaire générale adjointe de l'Union locale d'Ille-et-Vilaine.

En 1945, Renée Prévert est candidate aux élections municipales de Rennes sur la liste MRP (Mouvement Républicain Populaire). Éluë, elle devient maire adjointe aux affaires sociales. Elle se présente ensuite aux élections à la première Assemblée nationale constituante en Ille-et-Vilaine. Éluë députée le 21 octobre 1945, elle soutient plusieurs propositions de lois en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de santé des travailleurs et notamment des femmes. En 1951, elle renonce à une carrière politique nationale mais continue à être éluë à la mairie de Rennes jusqu'en 1977. En 1978, elle est décorée de la Légion d'honneur. Elle meurt en 1988.

Renée Prévert a donc fait partie des 33 premières femmes à être élues aux élections législatives de 1945 aux côtés de deux autres bretonnes : Marie-Madeleine Dienesch dans les Côtes du Nord et Marie Texier-La Houille dans le Morbihan. Ces femmes ont ouvert la voie. En 2017, 38,8 % des députés sont des femmes, soit 224 femmes élues sur 577 députés.



« Listes électorales de La Nouaye », Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.

ROSALIE LEBRETON

En Ille-et-Vilaine, en 1945, 159 femmes sont élues conseillères municipales et deux femmes sont désignées maires dont Rosalie Lebreton. Première femme maire de 1947 à 1965 de Le Theil-de-Bretagne, elle naît en 1893. Elle est éluë à 54 ans et termine ses mandats à 72 ans. Elle fait ses études à Rennes et devient infirmière. Femme indépendante, elle consacre sa vie aux autres en étant « Ange blanc » auprès des soldats pendant la Première Guerre mondiale. Après la guerre, elle continue son métier en se déplaçant au domicile des patients. Elle est précurseur du service de soins infirmiers à domicile. À la fin de sa vie, célibataire et sans enfants, elle fait don de sa maison à une famille voisine. En hommage à son engagement et à son dévouement au service de sa commune, le centre socioculturel de Le Theil-de-Bretagne porte aujourd'hui son nom.



Photographie de Rosalie Lebreton, extraite du quotidien Ouest-France, 6 mai 2015. Tous droits réservés.



L'égalité femme-homme une longue lutte... à poursuivre ici et ailleurs

La femme mariée demeure soumise à l'autorité de son mari et doit obtenir de lui de nombreuses autorisations comme celle de passer le permis de conduire. Avant 1914, peu de femmes ont le permis de conduire. Une étude faite en Ille-et-Vilaine montre qu'entre 1909 et 1913, moins de 2 % des femmes l'obtiennent. Il s'agit de femmes de la bourgeoisie sauf une femme enregistrée en tant que couturière, la femme d'un garsagiste.



Affiche *Auto Barré Niort*, Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 14 Fi 08, xx^e siècle. Tous droits réservés.

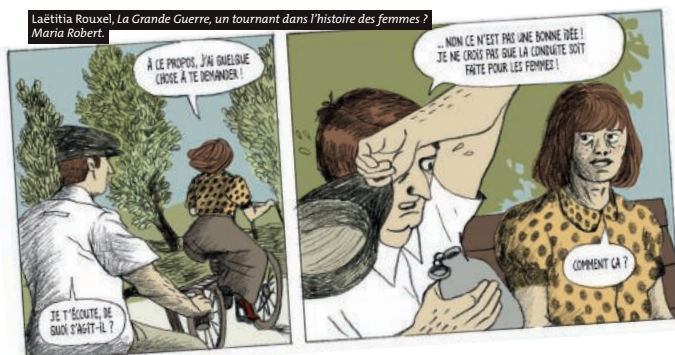
Dans les années 1930, les femmes sont seulement électriciennes et éligibles aux élections professionnelles (chambre de commerce, chambre des Métiers), elles doivent attendre 1944 pour obtenir le droit de vote.

[illegible]

Résultat des votes de la chambre des métiers de Rennes,
Arch. dép. Ille-et-Vilaine, 9 M 4, 7 mars 1934.

- Enfin, les femmes obtiennent le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir. En 1967, la contraception est légalisée et la loi autorisant l'avortement, défendue par Simone Veil, est votée en 1975.
- Aujourd'hui encore, à l'échelle mondiale, dans des pays comme l'Iran, la Bolivie ou le Gabon, les femmes ne peuvent toujours pas travailler librement et leurs maris ont le droit de les empêcher d'accepter un emploi.
- En France, même si les choses ont beaucoup changé depuis la Première Guerre mondiale, l'égalité femme-homme reste encore à conquérir dans de nombreux domaines.

Laëtizia Rouxel, *La Grande Guerre, un tournant dans l'histoire des femmes ?*
Maria Robert.



La Constitution de la IV^e République affirme en 1946, l'égalité entre les hommes et les femmes mais le chemin est encore long. Ce n'est que le 13 juillet 1965 que l'incapacité juridique de la femme mariée est levée. Depuis ce jour, la femme ouvre son compte bancaire seule, elle peut signer un contrat de travail sans l'autorisation de son mari.

Au sein de la famille, l'égalité de statut entre les hommes et les femmes est inscrite dans la loi du 4 juin 1970. En effet, l'autorité paternelle est remplacée par l'autorité parentale conjointe.

Bibliographie

SITOGRAPHIE

http://www.wiki-rennes.fr/Louise_Bodin
<http://www.cphr.fr/memoire-humaine/biographies/chevrel-marie-louise>
<http://archives.ille-et-vilaine.fr/sites/default/files/g-pec-0914-005-bd.pdf>
<https://www.scoop.it/t/centenaire-premiere-guerre-mondiale-academie-de-rennes>
<http://lescahiers.classe1914.bzh>
www.wiki-rennes.fr/L_œuvre_de_ravitaillement_en_gare_Rennes
www.wiki-rennes.fr/Mai-juin_1940_l_afflux_des_refugiés_à_Rennes
http://enenvor.fr/eeo_actu/wwi/migrants_crte_large.jpg
www.cndp.fr/crdp.reims/memoire/bac/1GM/dossiers/femme-hdm
www.infofemmes.com
<http://shapfougeres.blogspot.fr/2012/09/heroines-de-la-resistance.html>
memoiredегuerre.pagesperso-orange.fr/biogr/therese-pierre.htm
<http://www2.assemblee-nationale.fr>
http://theses.univlyon2.fr/documents/lyon2/2012/bette_p/pdfAmont/bette_p_these.pdf
https://fr.wikipedia.org/wiki/Permis_de_conduire_en_France#Répartition_hommes-femmes
www.lemonde.fr/afrique/article/2013/09/24

BIBLIOGRAPHIE

- BARDEBET Christine, *L'arsenal de Rennes : de 1793 à nos jours*, Les éditions de Juillet, 2014.
- BOURNIER, Isabelle, *Des hommes dans la Grande Guerre*, Paris, Casterman, 2008.
- BROUN Amini, CLARENNEC Philippe, HUMBRET Jean-Marcel, *Les jours de l'histoire « 14-18 La première Guerre Mondiale »*, Paris, Casterman 1986.
- BROWN Annie, *14-18 La Première Guerre mondiale*, Paris, Casterman, 1986.
- COSNIER Colette, *La bolchevique aux bijoux*, Éditions Pierre Horay, 1992.
- GODARD, Philipe, *La guerre de 14-18 racontée aux enfants*, De La Martinière jeunesse, 2014.
- JORET Éric, LAGADEC Yann, *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre*, Rennes, Archives départementales d'Ille-et-Vilaine/Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine, Rennes, 2014.
- MORIN-ROTUREAU Évelyne, *1914 – 1918 : combats de femmes, Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004.
- NICOLAS Gilbert, JORET Éric, KOWALSKI Jean-Marie, *Images des Américains dans la Grande Guerre de la Bretagne au front de l'Ouest*, PUR, Rennes, 2017.
- TARTAKOWSKY Danielle, « Les suffragettes », *Histoire par l'image*.
URL : <http://www.histoire-image.org/de/etudes/suffragettes>
- 14-18 La Première Guerre Mondiale, Paris, Casterman, 1986.
- *La Grande Guerre du côté de chez nous*, Catalogue de l'exposition, Maison du patrimoine en Brocéliande, 2014.
- *La vie quotidienne d'une ferme de 1915 à 1917, Famille Auffray-Gigon, La Mézière*, Correspondance publiée par l'association Le Bas Champ, 2004.
- *Les hommes du maquis, confidences du commandant Pétri recueillies par J.-C. Pichon*, collection « Les cahiers de la Résistance de l'Ouest », édité par le *Patriote de l'Ouest*.
- Société d'histoire et d'archéologie du pays de Fougères, *Bulletin et Mémoires*, Tome LII-LIII, 2014 – 2015.
- Article de presse sur Rosalie Lebreton (« Qui était Rosalie Lebreton », *Ouest-France*, 6 mai 2015).

SOURCES IMPRIMÉES ET ARCHIVES

- Archives départementales d'Ille-et-Vilaine
51 W listes électorales de la Nouaye, 1945.
1 per 1302 Le Nouvelliste de Bretagne.
- ORSELLI Jean, Usages et usagers de la route, mobilité et accidents (1860 – 2008) : Rapport n° 2005-0457-01 au Conseil général de l'environnement et du développement durable, Paris, juillet 2009, 1386 p.

Remerciements

COMMISSARIAT D'EXPOSITION

Les élèves des classes de 4^e C et F du collège Louis Guilloux de Montfort-sur-Meu :

Gabriel Aupest, Théo Berton,
Elouan Bruneau, Astrid Cabel,
Arthus Collet, Asaïah Cosson,
Angèle Delatuillerie, Zoé Dieulesaint,
Ayline Dos Santos, Camille Germain,
Olivia Grandin, Charlotte Guinard,
Aziliz Huby, Enora Julien,
Servane Lacroix, Sorèn Lemar,
Lorette Lefaix, Stan Galon-Lemoine,

Kerrian Lubert, Pierre Malle,
Aouregan Mangeard, Corentin Manivel,
Mickaëlla Manguet, Océane Morice,
Nicolas Orvain, Hugo Pinault,
Mathéo Ruffle, Maëlys Thomas,
Corentin Tirel, Louison Bouillet,
Quentin Boullier, Nolan Boutier,
Raphaël Communier, Aurélia Crespel,
Virgile Delbosc, Mélina Durand,

Justin Elliot, Titouan End, Anaëlle Faure,
Titouan Gourlay, Enzo Guérineau,
Lou-Anne Guérineau, Adèle Guernion,
Anaïs Guilbert, Noémie Herpin,
Baptiste Hubert, Malo Le Brun,
Gaël Leccia, Zoé Legendre,
Célia Mouillard, Léa Muller,
Alexandre Nayel, Kalanna Renault, Anaïs
Roger, Julie Rouxel, Djigui Sy, Marine Uzel.

et leurs enseignant-e-s :

Valérie André, Valentine Benoist, Anne Dubois, Christèle Hamard, Stéphanie Noël, Pako Paugam.

Avec la participation de l'agence départementale du pays de Brocéliande (Anthony Dréano, Xavier Fournier),
des Archives départementales d'Ille-et-Vilaine (Marion Ferrer, Eric Joret, Claudia Sachet, Charlotte Sarrazin),
de Montfort Communauté (Eloïse Krause) et de la Maison du Patrimoine en Brocéliande (Estelle Guilmain).

REMERCIEMENTS AUTORISATION DE REPRODUCTION ET CRÉDITS PHOTOS

- Laëtitia Rouxel, auteure de bande dessinée.
- Sylvie Roinson, famille Anne-Marie Gigon.
- Christine Caze, Historial de Péronne.
- Madame la Maire du Theil-de-Bretagne.
- Yazid Medmoun, photographe.
- Yann Lagadec, maître de conférences en histoire à l'Université de Rennes 2.
- Éric Belouet, CEDIAS – Musée social.
- Archives municipales de Vitry.
- Maison du Patrimoine en Brocéliande.
- Archives communales de Langan.
- Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.
- Musée de Bretagne.
- Archives municipales de Rennes.
- Archives communales de Janzé.
- BNF.
- Archives municipales de Fougères.
- Chronicling America.
- Archives de l'Assemblée nationale.
- Library of Congress.
- The Imperial War Museum.
- Le Petit Écho de la Mode.

REMERCIEMENTS

- Annie Beauvils-Queutey, principale du collège Louis Guilloux.
- Nicolas Corre, professeur d'histoire-géographie et conseiller-relais aux Archives départementales.
- Nicole Lucas, historienne.
- Les festivals Quai des Bulles (Saint-Malo) et Pré en Bulles (Bédée).

SERVICES DU DÉPARTEMENT D'ILLE & VILAINE

- Service éditions plurimédia.
- Service Action culturelle.
- Direction de la Communication.



RETROUVEZ CETTE EXPOSITION

- **Les 15 et 16 septembre 2018** – Journées européennes du Patrimoine – **RENNES** (Archives départementales).
- **Du 15 septembre au 17 octobre 2018**
MONTFORT-SUR-MEU (Médiathèque Lagirafe).
- **Du 17 septembre au 5 novembre 2018** – en marge du festival Quai des Bulles – **SAINT-MALO** (Centre P.-Varangot).
- **Le 23 septembre 2018** – Festival « Pré en Bulles » – **BÉDÉE**.
- **Du 6 au 9 novembre 2018** – Rétrospective commémoration centenaire 14-18 – **RENNES** (Archives départementales).



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.



Département d'Ille-et-Vilaine

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine
1, rue Jacques-Léonard – Rennes
Tél. : 02 99 02 40 00
Mail : archives@ille-et-vilaine.fr
www.archives35
www.facebook.com/archives35
[@archives35](https://twitter.com/archives35)



www.ille-et-vilaine.fr